



Communiqué de presse

Embargo: 2.10.2018, 9h15

7 Agriculture et sylviculture

N° 2018-0408-F

Les comptes économiques de l'agriculture: estimations 2018

L'année agricole 2018 a été portée par le vin, les fruits et le lait, selon les premières estimations

Neuchâtel, 2 octobre 2018 (OFS) – **L'agriculture suisse devrait générer en 2018 une valeur ajoutée brute de 4,1 milliards de francs, en hausse de 2,1% par rapport à l'année précédente. Les grandes cultures et les fourrages ont souffert de la sécheresse et les coûts de production ont augmenté. Par contre, les récoltes en arboriculture et viticulture sont nettement meilleures qu'en 2017, et la production bovine et laitière a progressé. Ces premières estimations pour l'année en cours se basent sur les comptes économiques de l'agriculture établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).**

Sur la base des premières estimations, l'OFS s'attend à ce que la production totale de l'agriculture suisse s'élève à 10,6 milliards de francs en 2018, en hausse de 2,7% par rapport à 2017. Les dépenses en consommation intermédiaire (fourrages, énergie, engrais, entretien et réparations, etc.) se montent à 6,5 milliards de francs, soit en hausse de 3,1% par rapport à l'année précédente. La valeur ajoutée brute, qui correspond à la valeur de production moins la consommation intermédiaire, se monte ainsi à près de 4,1 milliards de francs, en progression de 2,1% entre 2017 et 2018. Aux prix de l'année précédente, donc en ne tenant pas compte du renchérissement, la valeur ajoutée brute augmente de 5,1%.

La réduction du volume de travail dans l'agriculture suisse se poursuit en 2018, avec un recul estimé à 0,9% par rapport à 2017. La productivité du travail, mesurée par le rapport entre la valeur ajoutée brute (aux prix constants de 2010) et le volume de travail total fourni dans l'agriculture, progresse ainsi de 5,9% par rapport à 2017. Depuis 2000, la productivité du travail a augmenté de plus de 27%.

Production végétale contrastée

La valeur de la production végétale a augmenté de 4,4% par rapport à 2017, pour un montant de 4,3 milliards de francs, ceci malgré la sécheresse. Sur le long terme, les cultures spéciales (légumes, fruits, raisins et vins, fleurs, plantes aromatiques, tabac, etc.) ont gagné en importance au détriment des grandes cultures (céréales, pommes de terre, oléagineux, betteraves sucrières, etc.) et des

cultures fourragères. Elles représentent aujourd'hui 61% de la valeur de production végétale, contre 50% en 2000. Beaucoup de ces cultures spéciales peuvent être irriguées, et offrent ainsi une meilleure résistance par rapport à la sécheresse. Après une année 2017 marquée par le gel, la valeur des cultures spéciales a progressé de 8,6% en 2018, pour atteindre 2,6 milliards de francs. Les belles récoltes de fruits et de raisins compensent largement les aléas des cultures maraîchères, prêtes par un hiver relativement long. Impactées par la sécheresse, les moissons de céréales sont estimées à 815 000 tonnes, soit une chute de 14% par rapport à 2017.

Production animale en légère progression

En 2018, la production animale progresse légèrement par rapport à 2017 (+1,2%), pour un montant estimé à 5,1 milliards de francs. La détente se poursuit sur le marché du lait, avec une légère hausse du prix moyen (+1,7%) et des quantités livrées (+0,6%). La valeur de production du lait est estimée à 2,2 milliards de francs (+2,3%). La demande en bovins de boucherie reste soutenue et la valeur de production bovine a augmenté de 2,6% par rapport à 2017, pour un montant de 1,4 milliard de francs.

La situation reste difficile sur le marché porcin. Le prix moyen des porcs a baissé de 3,4% par rapport à 2017, faisant reculer de 4,1% la valeur de production porcine, qui se situe à moins de 0,9 milliard de francs. Enfin, l'expansion de l'aviculture observée ces dernières années se poursuit en 2018. La production de volailles et d'œufs est estimée à près de 0,6 milliard de francs (+3,7%).

Les contributions publiques, un socle important pour le revenu

L'ouverture graduelle des marchés agricoles dans les années 1990 a été accompagnée par la mise en place de paiements directs, qui ont été généralisés en 1999, puis réformés en 2014. Depuis près de deux décennies, les paiements directs versés aux exploitations agricoles servent en particulier à rétribuer les prestations d'intérêt général fournies. Selon les premières estimations basées sur le budget fédéral, les contributions publiques reculent de 2,6% par rapport à 2017. Avec près de 2,9 milliards de francs, elles représentent en 2018 plus de 21% des ressources totales du secteur agricole suisse, assurant un socle important dans la formation du revenu sectoriel.

Augmentation des coûts de production

En 2018, les coûts de production (consommation intermédiaire, amortissements, salaires, fermages, intérêts de la dette et impôts sur la production) ont augmenté de 2,8% par rapport à 2017. Les amortissements (2,0 milliards de francs, +3,6%), calculés aux prix de renouvellement actuels, ont subi le renchérissement sur les biens d'investissement en bâtiments et en équipements. La consommation intermédiaire (6,5 milliards de francs, +3,1%) a été en particulier impactée par la hausse des prix de l'énergie fossile (pétrole) ainsi que par l'augmentation en prix et en quantité des fourrages achetés pour compenser partiellement les pertes de récolte provoquées par la sécheresse. Enfin, la hausse de 1,6% de la rémunération des personnes salariées (1,3 milliard de francs) est la résultante d'une légère augmentation du volume de travail salarié d'une part, et du niveau des salaires d'autre part.

Recul du revenu sectoriel de l'agriculture suisse

En 2018, les recettes (production, contributions publiques et intérêts à recevoir) progressent de près de 200 millions de francs, tandis que les dépenses (consommation intermédiaire, amortissements, salaires, fermages, intérêts de la dette et impôts sur la production) augmentent de 290 millions de francs. Le solde, soit le revenu net d'entreprise du secteur agricole (revenu sectoriel), est ainsi estimé pour l'année 2018 à près de 3,0 milliards de francs, en recul de 2,9% par rapport à 2017 (-90 millions de francs). Le revenu sectoriel, qui rémunère principalement le travail et le patrimoine productif (capital et sol) de l'ensemble des familles paysannes de Suisse, s'inscrit ainsi dans la moyenne des dix dernières années.

Organisation et couverture des comptes économiques de l'agriculture (CEA)

Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) sont établis annuellement par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en collaboration avec la division statistique de l'Union suisse des paysans (USP Agristat). Les CEA forment un compte satellite au cadre central des Comptes nationaux, et sont établis selon la méthodologie d'Eurostat, basée sur les principes du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Les estimations suisses sont discutées annuellement par la Conférence CEA, qui regroupe des délégations de l'OFS, de l'Office fédéral de l'agriculture (y compris Agroscope) et de l'USP (Agristat).

Les CEA couvrent les activités des exploitations agricoles au sens des relevés des structures agricoles et celles des entreprises de services agricoles (travaux à façon). Les CEA décrivent le processus de production et le revenu primaire dégagé par les activités agricoles. Par contre, les CEA ne couvrent pas la production des petites unités agricoles (majoritairement destinée à l'autoconsommation des ménages), la sylviculture, la pêche et la pisciculture. Ces autres activités du secteur primaire font l'objet de comptes distincts. L'ensemble des comptes du secteur primaire sert notamment de source pour le compte de production du cadre central des Comptes nationaux.

Lien sur les bases méthodologiques des CEA :

<https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/be-f-07.04.00.01>

Complémentarités avec le dépouillement centralisé des données comptables (DC-Cta) d'Agroscope (Office fédéral de l'agriculture)

L'Office fédéral de la statistique (OFS) et Agroscope publient simultanément deux statistiques complémentaires pour l'évaluation de la situation économique de l'agriculture suisse. Avec les comptes économiques de l'agriculture (CEA), l'OFS mesure la performance macroéconomique au niveau du secteur agricole. Cette approche de synthèse, basée sur plusieurs sources, permet de calculer une première estimation de l'année en cours en début d'automne; les résultats des années précédentes sont consolidés par la même occasion. Des grandeurs économiques comme la valeur ajoutée ou le revenu généré par l'ensemble du secteur agricole sont renseignées par les CEA.

Agroscope, quant à lui, décrit avec les résultats du dépouillement centralisé de données comptables (DC-Cta) les réalités microéconomiques des exploitations agricoles. Le DC-Cta étant une statistique basée sur les boucllements comptables d'un échantillon représentatif d'exploitations agricoles, Agroscope compile des résultats définitifs qui portent sur l'année précédente et qui renseignent en particulier sur l'évolution, la composition et la distribution du revenu à l'échelle de l'exploitation agricole, au niveau de la Suisse, des régions agricoles ou encore des types d'exploitation. Ces deux statistiques du programme pluriannuel de la statistique fédérale sont mentionnées par l'Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture (RS 919.118).

Les objectifs des CEA et du DC-Cta sont distincts mais complémentaires. Les méthodes utilisées sont également différentes. Ainsi, si certains éléments comptables sont similaires, comme par exemple la rémunération du travail et du capital, les résultats des deux statistiques ne sont pas identiques.

Pour plus de détails sur les similitudes et les différences entre ces deux statistiques, consulter la publication sur les deux baromètres de l'agriculture suisse :

<https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/1127-1700>

Renseignements:

Franz Murbach, OFS, Section Environnement, développement durable, territoire,
tél. : +41 58 463 65 97, e-mail: Franz.Murbach@bfs.admin.ch
Service des médias OFS, tél. : +41 58 463 60 13, e-mail: media@bfs.admin.ch

Offre en ligne:

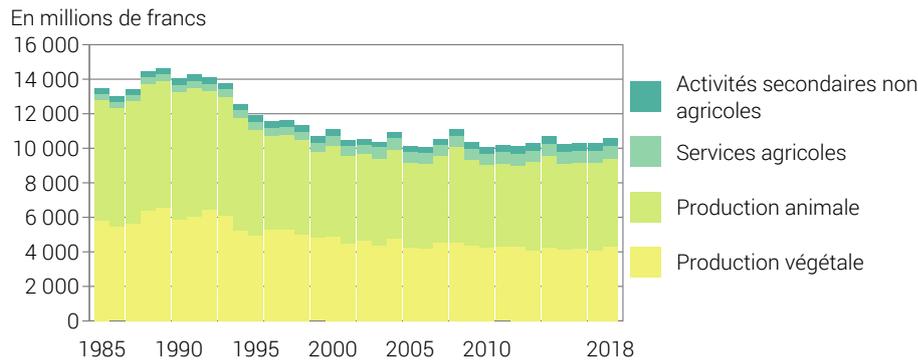
Autres informations et publications: www.bfs.admin.ch/news/fr/2018-0408
La statistique compte pour vous. www.la-statistique-compte.ch
Abonnement aux NewsMails de l'OFS: www.news-stat.admin.ch

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Aucun accès privilégié n'a été accordé pour ce communiqué.

Production de l'agriculture

Aux prix de base courants



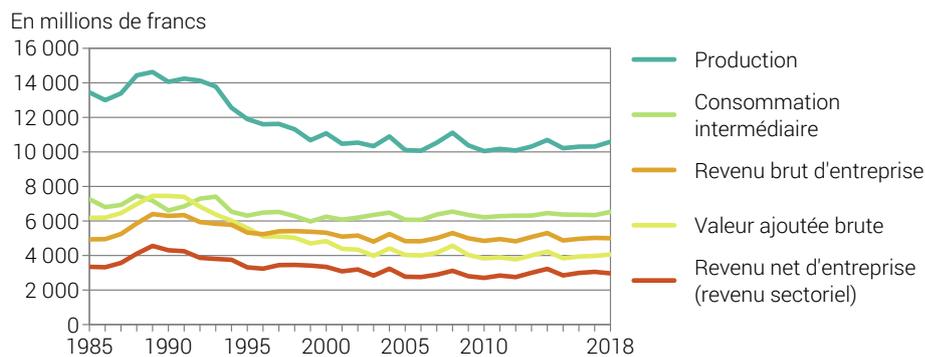
La production aux prix de base comprend les subventions sur produits moins les impôts sur produits
1985-2015: définitif, 2016: semi-définitif, 2017: provisoire, 2018: estimation

Source: OFS – Comptes économiques de l'agriculture

© OFS 2018

De la production au revenu sectoriel de l'agriculture

A prix courants



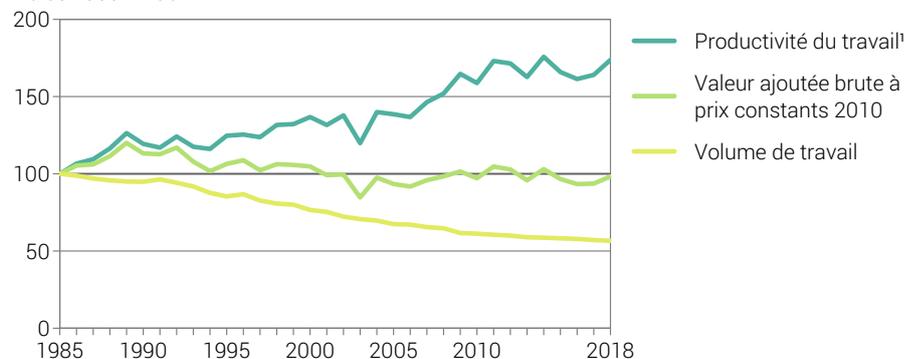
La production aux prix de base comprend les subventions sur produits moins les impôts sur produits
1985-2015: définitif, 2016: semi-définitif, 2017: provisoire, 2018: estimation

Source: OFS – Comptes économiques de l'agriculture

© OFS 2018

Productivité du travail en agriculture

Indice 1985 = 100



¹ Valeur ajoutée brute à prix constants 2010 par unité de travail annuel (UTA)
1985-2015: définitif, 2016: semi-définitif, 2017: provisoire, 2018: estimation

Source: OFS – Comptes économiques de l'agriculture

© OFS 2018

T1 Principaux résultats des Comptes économiques de l'agriculture, à prix courants, en millions de francs

T1a Opérations courantes (du processus de production à la formation du revenu primaire)

Séquence comptable	1990	2000	2005	2010	2015	2016 ¹⁾	2017 ²⁾	2018 ³⁾	Variation 2017-2018 en %, à prix courants ³⁾	Variation 2017-2018 en %, aux prix de l'année précédente ^{3) 5)}
Production aux prix du marché	13'787	11'003	10'023	9'956	10'128	10'217	10'225	10'501	2,7%	1,9%
- Impôts sur produits (hors TVA)	89	38	4	0	0	0	0	0	...	...
+ Subventions sur produits	360	112	89	92	85	86	86	86	0,4%	-8,6%
= Production aux prix de base⁴⁾	14'058	11'077	10'108	10'047	10'213	10'303	10'311	10'588	2,7%	1,8%
dont:										
Production végétale	5'862	4'869	4'237	4'253	4'149	4'185	4'126	4'307	4,4%	2,6%
Production animale	7'434	5'291	4'940	4'775	4'932	4'975	5'027	5'089	1,2%	1,4%
Production de services agricoles	409	560	637	655	721	720	725	749	3,3%	-0,1%
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	354	358	294	364	411	423	433	442	2,1%	1,0%
- Consommation intermédiaire	6'609	6'250	6'073	6'216	6'373	6'363	6'336	6'530	3,1%	-0,3%
= Valeur ajoutée brute	7'449	4'827	4'035	3'831	3'840	3'940	3'975	4'058	2,1%	5,1%
- Consommation de capital fixe (amortissements)	1'991	1'978	2'059	2'142	2'024	1'977	1'967	2'037	3,6%	0,3%
= Valeur ajoutée nette	5'458	2'849	1'976	1'689	1'817	1'963	2'008	2'021	0,7%	9,8%
- Autres impôts sur la production	27	93	124	130	161	152	146	147	0,2%	...
+ Autres subventions sur la production ⁴⁾	696	2'220	2'571	2'876	2'932	2'937	2'945	2'867	-2,6%	...
= Revenu des facteurs	6'127	4'977	4'423	4'436	4'588	4'748	4'806	4'741	-1,4%	...
- Rémunération des salariés	1'192	1'161	1'173	1'231	1'284	1'303	1'292	1'314	1,6%	...
= Excédent net d'exploitation / revenu mixte net	4'935	3'816	3'250	3'205	3'303	3'446	3'514	3'427	-2,5%	...
- Fermages à payer	182	218	226	234	250	256	259	262	1,3%	...
- Intérêts de la dette à payer	498	286	261	277	213	206	208	208	0,1%	...
+ Intérêts à recevoir	50	30	10	10	7	7	7	7	0,4%	...
= Revenu net d'entreprise (revenu sectoriel)	4'305	3'341	2'773	2'704	2'848	2'991	3'054	2'964	-2,9%	...

T1b Eléments du compte de capital (accumulation)

	1990	2000	2005	2010	2015	2016 ¹⁾	2017 ²⁾	2018 ³⁾	Variation 2017-2018 en %, à prix courants ³⁾	Variation 2017-2018 en %, aux prix de l'année précédente ^{3) 5)}
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1'986	1'671	1'536	1'590	1'742	1'717	1'716	1'751	2,0%	-1,1%
FBCF en plantations	80	98	89	117	120	128	119	123	3,1%	1,9%
FBCF en animaux	134	99	90	81	72	97	81	97	19,3%	19,4%
FBCF en machines, équipements et véhicules	893	855	837	884	956	899	942	988	4,9%	1,3%
FBCF en bâtiments	691	539	455	440	548	532	508	491	-3,3%	-6,3%
Autre FBCF (logiciels, améliorations foncières, etc.)	189	80	65	68	48	60	66	52	-21,2%	-24,5%
Variations de stocks	-93	23	-13	-21	35	49	-104	68	...	...
Transferts en capital (aides à l'investissement, autres)	172	106	104	112	130	116	111	116	4,2%	...

T1c Eléments du compte de patrimoine

	1990	2000	2005	2010	2015	2016 ¹⁾	2017 ²⁾	2018 ³⁾	Variation 2017-2018 en %, à prix courants ³⁾	Variation 2017-2018 en %, aux prix de l'année précédente ^{3) 5)}
Actifs non financiers⁶⁾	55'302	51'446	53'004	53'663	50'988	50'641	49'703	50'642	1,9%	-0,8%
Plantations (vignes, cultures fruitières, etc.)	1'793	2'057	2'059	2'182	2'218	2'207	2'203	2'240	1,7%	0,6%
Animaux (vaches, truies, etc.)	2'000	1'038	1'461	1'394	1'740	1'859	1'839	1'839	0,0%	0,0%
Machines, équipements et véhicules	9'819	10'370	10'726	11'580	10'603	10'090	10'136	10'591	4,5%	0,9%
Bâtiments	33'163	30'863	31'792	31'680	30'206	30'259	29'533	30'079	1,8%	-1,4%
Logiciels et améliorations foncières ⁶⁾	4'686	4'259	4'000	3'811	3'130	3'025	2'903	2'751	-5,2%	-4,7%
Stocks (travaux en cours, biens finis, etc.)	3'840	2'859	2'968	3'016	3'091	3'202	3'089	3'142	1,7%	2,0%

Les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des composantes diffère des totaux ou soldes.

... pas indiqué (non pertinent ou non calculé)

1) semi-définitif

2) provisoire

3) estimation

4) les subventions sur produits (par exemple les primes de cultures) sont comprises dans la production valorisée aux prix de base

5) seules les opérations sur biens et services sont valorisées aux prix de l'année précédente

6) terrains agricoles: seule la valeur patrimoniale des améliorations foncières est évaluée

Source: OFS, Comptes économiques de l'agriculture

T2 Principaux effets sur le revenu net d'entreprise (revenu sectoriel) de l'agriculture suisse en 2018

à prix courants

	2017	2018	Variations 2018/2017	
	en millions CHF ¹⁾	en millions CHF ²⁾	en millions CHF ²⁾	en % ²⁾
Revenu net d'entreprise (revenu sectoriel)	3'054,2	2'964,4	-89,8	-2,9%
<i>Cumul des effets positifs sur le revenu sectoriel</i>	...	...	364,1	...
<i>Cumul des effets négatifs sur le revenu sectoriel</i>	...	...	453,9	...
Ressources totales consolidées ³⁾⁴⁾	11'478,2	11'611,1	132,9	1,2%
Ressources avec un effet positif sur le revenu sectoriel	6'110,6	6'457,6	347,0	5,7%
Vins et raisins	592,5	729,2	136,7	23,1%
Fruits frais	287,5	375,5	88,0	30,6%
Lait	2'104,2	2'152,9	48,7	2,3%
Bovins	1'380,4	1'415,9	35,5	2,6%
Œufs	255,2	268,9	13,7	5,4%
Autres ressources avec effet positif sur le revenu	1'490,9	1'515,2	24,3	1,6%
Ressources avec un effet négatif sur le revenu sectoriel	5'367,5	5'153,4	-214,1	-4,0%
Autres subventions sur la production (paiements directs, etc.)	2'944,6	2'866,8	-77,9	-2,6%
Céréales	369,3	316,9	-52,4	-14,2%
Porcins	888,3	852,0	-36,3	-4,1%
Légumes frais	715,5	693,8	-21,7	-3,0%
Plantes industrielles (oléagineux, betteraves sucrières, etc.)	250,2	234,2	-16,0	-6,4%
Autres ressources avec effet négatif sur le revenu sectoriel	199,5	189,8	-9,7	-4,9%
Coûts de production totaux consolidés ³⁾⁵⁾	8'424,0	8'646,7	222,7	2,6%
Coûts avec un effet positif sur le revenu sectoriel	382,5	365,4	-17,1	-4,5%
Fourrages grossiers et litière	61,0	46,8	-14,2	-23,3%
Autres coûts avec effet positif sur le revenu sectoriel	321,5	318,6	-2,9	-0,9%
Coûts avec un effet négatif sur le revenu sectoriel	8'041,5	8'281,3	239,8	3,0%
Consommation de capital fixe (amortissements)	1'966,8	2'036,7	69,9	3,6%
Achats en énergie (électricité, carburants, combustibles, etc.)	484,4	534,0	49,7	10,3%
Aliments pour animaux achetés hors de la branche agricole	1'518,6	1'555,3	36,7	2,4%
Achats d'autres biens et services	968,1	1'001,7	33,7	3,5%
Rémunération des personnes salariées	1'292,4	1'313,7	21,3	1,6%
Autres coûts avec effet négatif sur le revenu sectoriel	1'811,3	1'839,8	28,5	1,6%

1) provisoire

2) estimation

3) les ressources et les coûts de production consolidés sont nets des transactions internes à la branche ou à l'exploitation (fourrages, paille, semences, services agricoles)

4) ressources: production aux prix de base (y compris subventions sur produits moins impôts sur produits), autres subventions et intérêts à recevoir

5) coûts de production: consommation intermédiaire, consommation de capital fixe, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, intérêts et fermages à payer

Source: OFS, Comptes économiques de l'agriculture